

Un processus de paix en Afghanistan, quelle issue et à quel prix ?



Le peuple afghan n'est pas dupe des enjeux en cours dans le cadre des discussions à Doha pour la paix. De nombreux militaires par exemple, commencent à élever la voix face aux annonces d'incapacité de l'Armée Nationale Afghane à résister face aux offensives armées des talibans. Ils souhaitent que la communauté internationale continue à les soutenir.

Avec Françoise Hostalier
Avec Fahimeh Robiolle
Avec Emmanuel Dupuy

Un « *Émirat islamique d'Afghanistan* » en lieu et place de l'actuelle République d'Afghanistan ; des droits fondamentaux oubliés ; des profondes inquiétudes quant au devenir des femmes et des jeunes, de la liberté de la presse, du sort des minorités religieuses et ethniques, en somme quelle sera, demain, le devenir de la liberté et des droits fondamentaux en Afghanistan ? Seront-ils sacrifiés à l'aune de la résolution du conflit afghan et d'un cessez-le-feu durable ?

En somme, l'Afghanistan de demain, avec le retour prévisible des talibans à Kaboul, pourra-t'il conserver sa place dans le concert des nations ?

Le processus de négociation initié en 2018 entre les Etats-Unis et les talibans n'a pas été inclusif et s'est fait en l'absence de représentants du gouvernement afghan. C'est après plusieurs mois de négociations entre le gouvernement des Etats-Unis et des talibans auto-déclarés en « *Émirat Islamique d'Afghanistan* », qu'un « *Accord pour ramener la paix en Afghanistan* » a été signé, entre les Etats-Unis et les talibans, le 29 février 2020. Une délégation restreinte du gouvernement afghan dépêchée à Doha pour y assister, s'est vue refuser l'accès aux négociations ainsi qu'une rencontre avec les talibans.

Au mépris de la légitimité des représentants élus du peuple afghan, les Etats-Unis et les talibans ont publié ensuite une déclaration conjointe visant à « ramener la paix en Afghanistan ».

Depuis, renforcés par cette légitimité, les talibans n'ont pas cessé de s'afficher en tant « que représentants de l'« *Émirat Islamique d'Afghanistan* », y compris lors de la première rencontre intra-afghane à Doha en juillet 2019 donnant ainsi le ton des futures négociations.

Après de longues discussions et pourparlers, une délégation composée de 21 membres dont 5 femmes, a été proposée pour représenter l'état afghan. Les membres de cette délégation furent contestés par les talibans mettant en cause leur représentativité, ce qui a retardé la mise en place des pourparlers pour la paix.

De son côté, au dernier moment, la délégation talibane qui ne contient aucune femme, a vu le renouvellement de plusieurs membres qui avaient pourtant participé aux travaux préliminaires.

Ainsi, après maintes péripéties, les négociations intra-afghanes ont enfin débuté le 12 septembre 2020. Lors de la cérémonie d'ouverture un grand nombre de pays et d'institutions internationales, avec en tête les Etats-Unis, ont fait des déclarations extrêmement élogieuses et optimistes quant à la tenue de ces négociations; le Secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, le Haut-Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres et le Secrétaire Général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, ont apporté leur soutien et encouragement à ces pourparlers qualifiés d'historiques. Il s'agit en effet de tourner la page de 42 ans de guerre dont 19 ans d'engagement de la communauté internationale aux côtés de l'armée américaine.

Mais si chacune des parties en présence prétend parler au nom du peuple afghan et pour son bien, la moitié au moins de celui-ci est totalement occultée : il s'agit des femmes.

Aucune femme ne fait partie de la délégation talibane, considérant que les droits des femmes sont prévus et reconnus dans l'islam et, au final, trois femmes seulement sont présentes dans celle du gouvernement : Habiba Sarabi, Fawzia Koofi et Sharifa Zumati. Même si ce sont des femmes exceptionnelles, comment espérer qu'elles auront un espace de parole et qu'elles seront, in fine, entendues ?

L'ONU avait pourtant déclaré, et les études sur les conflits l'ont démontré, qu'une négociation non-inclusive en termes de participation active des femmes, ne mène pas à une paix durable et qu'il faut, dans les instances de négociations, au moins un tiers de représentativité féminine.

Malheureusement, nous constatons que nous sommes loin de la résolution 1325 - votée le 31 octobre 2000, par le Conseil de Sécurité des Nations Unies - et, que malgré toutes les revendications volontaristes sur l'importance de la présence des femmes par les institutions internationales, les différents pays et le gouvernement afghan, aucun représentant présent n'a relevé cette carence aiguë en nombre de femme. Cela serait-il dû aux contraintes qui pèsent sur eux suite à la résolution de l'ONU de Mars 2020 demandant au Conseil de Sécurité de reconnaître l'accord entre les Etats-Unis et les talibans et de fournir un « soutien soutenu » pour parvenir à la paix par le biais de négociations ?

Le rapport annuel de 2019 de la Mission d'Assistance de l'ONU en Afghanistan publié en février 2020 fait part de plus 100 000 victimes pour la période 2009-2019 dont 10 000 pour l'année 2019. Selon le ministère de l'économie afghan, 54% de la population vit avec moins d'un dollar par jour (soit bien en dessous du seuil de pauvreté établi à 1,9 dollar/jour) et plusieurs millions d'Afghans sont en insécurité alimentaire avec un accès très limité à la santé. Le peuple afghan, fatigué de la guerre et de ses conséquences, a mis tout son espoir, non sans pessimisme, dans ces négociations pour qu'enfin cessent la barbarie et la violence devant lesquelles nous restons jusqu'alors des témoins impuissants.

Depuis le début des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et les talibans, puis celles inter-afghanes, le peuple afghan continue à revendiquer, au niveau national et international, que les négociations doivent aboutir à un cessez-le-feu immédiat et durable.

Elles ne doivent en aucun cas mettre à mal les acquis de ces 19 années qui ont coûté cher en vies humaines et en termes économiques, tant au niveau du peuple afghan que de la communauté internationale. Le peuple afghan d'aujourd'hui n'est certes plus celui qui a subi le terrible régime des talibans de 1996 à 2001.

Mais, les talibans, se considérant bel et bien vainqueurs de cette guerre et confortés par l'attention médiatique portée sur eux durant les négociations avec les Etats-Unis au niveau international, ont un mot d'ordre, rappelé dans la déclaration du chef de la délégation, Abdul Ghani Baradar, lors de la cérémonie d'ouverture : « *l'instauration d'un état islamique inclusif* » et qui sera, à n'en pas douter, le fil rouge de leurs exigences lors des négociations.

Plusieurs journalistes ont tenté de déchiffrer ce que pouvait signifier cette mention quant à « *l'instauration d'un état islamique inclusif* ». Il a été précisé qu'il s'agirait d'un état où la liberté est conforme aux lois islamiques (en filigrane qui soit régi par la Charia), dans lequel les femmes peuvent aller à l'école, peuvent travailler mais pas dans la même pièce que les hommes et peuvent même choisir leurs maris !

Cependant, Saeed Akbar Agha, un membre de la délégation des talibans, a déclaré que « *l'inscription du nom de la mère sur la carte identité est une honte pour les hommes* ». Cette inscription a été acceptée récemment à la suite de la campagne « Où est mon nom ? » initiée par des femmes afghanes pour reconquérir leur identité et leur place dans la société.

Depuis la signature de l'accord de paix avec les USA, le président Donald Trump a déclaré qu'aucun soldat américain n'avait pas perdu la vie sur le sol afghan.

Cependant, depuis cet accord, les attaques des talibans et les attentats meurtriers n'ont pas cessé, causant de nombreux morts et blessés civils et militaires. L'ONU évoque le chiffre de 3500 victimes, dont 1300 morts entre janvier et juillet 2020 !

Une journaliste afghane, avec beaucoup de courage, a interrogé Ahmadollah Vasiq, chef de la commission de la culture des talibans, à propos de leur objectif quant au jihad, en précisant que toutes ces années de guerre ont été consacrées à faire le jihad contre l'occupation des étrangers mais que depuis la signature de l'accord de paix la violence continue et seuls les Américains ont été épargnés.

Celui-ci a répondu, qu'en effet, la non-attaque des Américains est conforme à l'accord signé mais que le gouvernement afghan et tous ceux qui sont en rapport avec ce gouvernement, de près ou de loin, restent des marionnettes, mises en place par des Américains et sont donc à abattre tant que les étrangers ne quitteront pas le sol afghan.

A la remarque que les talibans reçoivent un financement depuis longtemps pour vivre à Doha, Ahmadollah Vasiq répond que ce financement se justifie par l'accord avec les Américains et que cela n'a rien à voir avec le soutien financier de ces derniers au gouvernement afghan.

Dans ce contexte, comment espérer que les voix de Habiba Sarabi, Fawzia Koofi et Sharifa Zumati malgré leur pertinence et leur inébranlable conviction puissent être entendues par cette assemblée sourde et aveugle aux légitimes demandes de respect des libertés fondamentales ardemment et un peu solitairement défendue par les femmes afghanes ?

Selon des bruits de couloirs émanant de plusieurs délégués présents à l'Hôtel Sheraton de Doha où ont eu lieu les pourparlers, dans les accords préliminaires tenus secrets, conclus le 29 février dernier, les talibans ont exigé, entre autres, un partage du pouvoir passant par un gouvernement provisoire dans les 6 mois et d'avoir le ministère de la Justice, de supprimer celui des Droits des femmes, d'intégrer 150000 de leurs combattants dans l'Armée Nationale Afghane (ANA) ainsi que des modifications substantielles de la Constitution de 2004 qui, en fait, suspendront la notion de démocratie.

Le 12 septembre dernier, Zalmay Khalilzad, le négociateur américain, avouait, à demi-mot, qu'avant l'ouverture des pourparlers bilatéraux, il avait négocié avec les talibans pour les convaincre de ne pas s'afficher avec le drapeau de l'Etat Islamique. Ces éléments semblent avoir justifié des interrogations de la part de parlementaires américains, qui ont révélé plusieurs annexes restées secrètes dans ces accords.

Le peuple afghan n'est pas dupe des enjeux en cours de discussions à Doha.

De nombreux militaires par exemple, commencent à élever la voix face aux annonces d'incapacité de l'Armée Nationale Afghane (ANA) à résister face à une offensive armée et sans doute programmé des talibans. Ils souhaitent simplement que la communauté internationale continue pour le moment à les soutenir matériellement, mais affirment qu'après le départ des militaires américains, l'ANA sera reconnue comme étant la seule force de sécurité du peuple afghan et soutenue par lui.

Pour le moment, les discussions portent principalement sur le processus à définir et ensuite à respecter à la table des négociations. Ce qui confirme, que pour l'instant, après une semaine de négociations, l'agenda reste flou et qu'il n'est pas encore totalement déterminé.

Il n'est peut-être pas trop tard pour que l'Europe, dont singulièrement, la France, apporte un « soutien soutenu » pour ne pas livrer l'Afghanistan à des factions non respectueuses de leur parole et surtout qui se sont montrés, tout au long de leur histoire ancienne comme récente, rétifs au respect des plus fondamentaux des droits humains.

La communauté internationale doit ainsi veiller à ce que, malgré leur si faible présence, les intérêts des femmes afghanes soient garantis et que leur inclusion en nombre et en représentativité soit effective. Il en va de même, bien évidemment aussi, quant à la place des jeunes, des minorités ethniques et religieuses qui doivent être respectées, tout comme la garantie de la liberté de la presse. Il est impératif ainsi d'assurer que l'accord qui verra le jour au prix d'après négociations, aille dans ce sens.

Il appartiendra, ensuite, toujours à la communauté internationale de veiller à accompagner sa mise en place pour le compte du peuple afghan, en souffrance depuis tant de décennies.

C'est bien là, le moins qu'elle puisse faire !

Françoise Hostalier, ancienne ministre, Président du Club France-Afghanistan (CFA)

Fahimeh Robiolle, consultante, chargée de cours à l'ESSEC et aux universités de Téhéran et Kaboul, Vice-présidente du Club France-Afghanistan (CFA)

Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), vice-président du Club France-Afghanistan (CFA)